

2020

Lettres d'information de l'ASAF

ASAF

ASSOCIATION DE SOUTIEN
À L'ARMÉE FRANÇAISE

Dossier réalisé par

L' Association de Soutien à l'Armée Française

Site : www.asafrance.fr

Décembre 2020

Sommaire

LETTRE ASAF - 01/20 « Gagner ensemble »	2
LETTRE ASAF - 02/20 « Pourquoi et comment soutenir l'armée française ?»	4
LETTRE ASAF - 03/20 « Liberté individuelle et indépendance nationale »	6
LETTRE ASAF – 04/20 « Devoir d'état »	7
LETTRE ASAF – 05/20 « Regard de mai »	10
LETTRE ASAF – 06/20 « Après la première bataille »	13
LETTRE ASAF – 07/20 « Restaurer l'autorité : urgence absolue »	15
LETTRE ASAF – 08/20 « Incohérences d'été »	18
LETTRE ASAF – 09/20 « La France face aux périls »	21
LETTRE ASAF – 10/20 « La victimisation, l'autre virus qui frappe la France »	22
LETTRE ASAF – 11/20 « Chaque citoyen est un combattant »	26
LETTRE ASAF – 12/20 « Anticiper la montée des menaces »	27

LETTRE ASAF - 01/20

« Gagner ensemble »

L'homme seul ne peut survivre et encore moins gagner. Seules les équipes, les entreprises, les armées, les nations gagnent. L'Histoire comme l'actualité nous le montre. Les Français quand ils sont divisés, dévorés par l'égoïsme, à quelque niveau que ce soit, ne peuvent être vainqueurs que ponctuellement. En revanche, quand ils sont unis dans la durée, guidés et déterminés, ils ne sauraient être vaincus. Si c'est la leçon de la Grande Guerre, c'est aussi celle de tous les grands projets développés depuis la dernière guerre telles les aventures aéronautique et spatiale.

Mais pour gagner, il importe que tous identifient la menace à affronter le défi à relever pour y prendre leur part avec le meilleur d'eux-mêmes. Cependant il faut aussi que règne entre tous les acteurs et à tous les niveaux une relation de confiance. La cohésion est à ce prix.

Compte tenu des missions confiées et des risques encourus, l'armée développe, par nécessité, des vertus individuelles et collectives cultivées depuis des siècles qui sont les fruits de notre Histoire. La Nation doit se les réapproprier si elle veut préserver son indépendance et sa liberté, et relever les défis de tous ordres qui se présentent à elle. Parmi ceux-ci, l'éradication définitive de « *l'hydre islamiste* » qui constitue pour notre pays, faut-il le rappeler, une menace totalitaire existentielle d'autant plus dangereuse qu'elle est insidieuse.

« *Préparer la guerre, c'est préparer des chefs* »

Un peuple, un groupe, quels qu'ils soient, ne peuvent avancer et gagner que s'il y a, devant eux, montrant la direction et l'exemple, des chefs qui les guident. Aucun chef ne possède tous les talents, mais il n'est rien sans celui de la clairvoyance. Il lui faut l'énergie, le goût de servir, la volonté de vaincre pour obtenir la confiance de ceux qu'ils dirigent. Il ne s'agit donc pas d'être seulement en mouvement mais d'orienter l'action vers un but et d'être soutenu par une ambition collective qui dépasse chacun. Il convient enfin que ce chef soit capable de susciter l'engagement, de combiner les talents, bref de tirer la meilleure part de chacun.

Pris isolément, un individu ne peut se prévaloir en fait que de peu de talents, mais chacun en possède toujours au moins un ! Certains croient les avoir tous ; c'est naturellement une illusion. Il nous appartient donc de développer et de partager les talents qui nous ont été donnés. C'est souvent l'orgueil de quelques-uns qui ruine le succès collectif alors que sans « les autres », rien ne serait possible. Les anciens élèves des grandes écoles françaises, tous ceux qui visent le pouvoir ou les responsabilités doivent être habités par une grande humilité. Il importe que l'on trouve en chaque chef un équilibre de fraternité et de rigueur indispensable au succès.

Le sens de l'intérêt général

Nous avons hérité d'un pays libre de par les sacrifices des générations précédentes, et d'un patrimoine d'une richesse infinie de par l'excellence de nos ingénieurs et de nos ouvriers. Par « nos héros et nos saints », nous avons acquis les références morales capables de nous inspirer et de nous inciter au dépassement personnel. Il appartient donc à chacun de faire au mieux son devoir à son niveau dans son domaine, c'est-à-dire son devoir d'état.

En ce sens, la grève de « services publics », transformant les usagers en bétail, se révèle inacceptable. Si les transports, comme l'énergie, l'eau, les ports et aéroports, sont considérés comme des installations vitales pour la Nation, il est indispensable qu'un statut spécial soit défini et mis en œuvre, où les avantages seraient la contrepartie de contraintes particulières telles la disponibilité totale et l'absence de droit de grève. On mesure aujourd'hui comment un petit nombre de personnes déterminées peut paralyser la vie d'une nation. Cette vulnérabilité dangereuse, liée notamment à l'urbanisation et à l'importance des flux, doit être corrigée. Aucune victoire n'est possible sans une organisation rigoureuse du pays et des devoirs exigés et assumés par chacun.

La communauté nationale

La France est notre communauté. Son indépendance, sans laquelle point de liberté ni de protection pour les plus faibles, justifie l'engagement de chaque citoyen jusqu'au sacrifice de sa vie en cas de menace grave. Dans ce cadre, comment imaginer des bi, voire des trinationaux qui, outre les droits supérieurs dont ils disposent, puissent en venir à s'opposer, voire à trahir la France. Pour autant, être étranger en France ne veut pas dire être ennemi (voir la Légion étrangère dont la devise est « Honneur et fidélité » !) mais n'appartenant pas à la communauté nationale, comme un Français peut l'être à l'étranger !

D'autant qu'être français signifie assumer le passé. L'ignorer, le nier, voire le renier sont des fautes impardonnables. La repentance, trop en vogue chez nombre de nos dirigeants, par ignorance, par idéologie ou par suivisme, est la porte ouverte à la condamnation demain des actions que nous conduisons actuellement au Mali. Alors, comment exiger de nos soldats qu'ils se battent aujourd'hui là-bas ?

À cet égard, l'empaquetage de l'Arc de Triomphe par l'« artiste » américain Christo, prévu après l'été 2020, s'inscrit dans une logique de « déconstruction » qui marque notre époque. Sait-on que le corps d'un Poilu y repose, symbolisant ainsi tous les sacrifices consentis par notre pays pour défendre sa liberté ? Une telle opération médiatique, à finalité publicitaire, contribue à instiller le doute, à susciter les critiques, à nourrir les tensions voire à déclencher des affrontements entre Français, bref TOUT ce qu'il ne faut pas faire pour gagner les combats d'aujourd'hui. Quelle idée saugrenue !

En conclusion et quoi qu'on en dise, les temps ne sont pas plus difficiles qu'hier ni les défis impossibles à relever. Ils sont seulement différents et exigent les mêmes qualités de vérité, de courage, d'engagement et d'excellence de chacun. Notre pays saura-t-il gagner ? Oui, s'il accepte de s'inspirer des valeurs qui font la force de son armée. La France a le devoir de la soutenir par sa mobilisation, sa cohésion et par la cohérence de sa stratégie générale, c'est-à-dire de sa politique. Alors, ses soldats seront bien certains de ne pas mourir pour rien !

LA RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Page 3 sur 29

Dossier réalisé par l'ASAF

Décembre 2020

Site : www.asafrance.fr

LETTRE ASAF - 02/20

« Pourquoi et comment soutenir l'armée française ? »

Pour l'ASAF, soutenir l'armée, c'est exercer son action au profit des armées avec le seul souci de l'intérêt national d'autant plus qu'une grande majorité des Français n'a plus clairement conscience, depuis la disparition du service militaire obligatoire, il y a plus de 20 ans, de l'impérieuse nécessité de le faire.

Les armées véhiculent depuis plusieurs années, chez nos concitoyens, une image très positive.

Celle-ci repose sur la confiance que les citoyens portent à l'institution militaire, sans d'ailleurs bien connaître les exigences du métier de soldat. Mais ils doivent savoir que cette armée est à l'image de la Nation, dont elle est l'émanation. Si cette dernière se divise ou que des communautés se rejettent ou s'affrontent, elle ne pourra jamais vaincre. Il importe donc qu'un État fort et juste garantisse la cohésion de la Nation, s'appuie sur la confiance des Français et veille à ce que les Armées disposent des capacités suffisantes.

Pour être forte, une armée doit être composée de soldats motivés, bien sélectionnés, équipés et entraînés. Elle doit également être engagée dans des opérations dont le but sert les intérêts supérieurs français car on n'engage pas la vie de jeunes Français pour une cause de second ordre. Pour recruter ces soldats de qualité, il est impératif de disposer d'un vivier de jeunes en nombre suffisant, en bonne santé et avec de bonnes aptitudes. Or aujourd'hui, alors que nous peinons déjà à recruter des jeunes dans des classes d'âge encore nombreuses, notre pays ne renouvelle plus ses générations. La démographie devrait être la priorité absolue d'un pays. Si cette situation est préoccupante pour l'avenir du régime des retraites, il en va tout autant pour celui de la Défense.

Mais le plus important demeure le moral qui donne aux soldats l'ardeur de vaincre. Avoir une mission claire et savoir que c'est toute la France, sans exception, qui s'engage avec son armée constituent des préalables incontournables. Aucune ambiguïté ne doit donc exister sur les buts de guerre, tant pour les soldats que pour tous les autres Français qui doivent être parfaitement conscients des efforts financiers à consentir et des représailles éventuelles que cet engagement peut entraîner à « l'arrière », au sein de la population.

Pourtant cette armée, malgré ses lacunes et insuffisances actuelles, cultive des qualités, notamment l'esprit de corps ou la cohésion, qui doivent infuser dans la Nation.

À cet égard, il est urgent de s'opposer à tout ce qui divise inutilement les Français comme cette décision, insultante pour nombre d'entre eux, qui consiste à autoriser l'empaquetage de l'Arc de Triomphe, haut lieu de mémoire et de recueillement de la Nation. La célébration du 100^e anniversaire de l'adoption en 1920, à l'unanimité du Sénat et de l'Assemblée nationale, de la loi célébrant annuellement « la fête de Jeanne d'Arc, fête du patriotisme », permettrait en revanche de rassembler tous les Français, puisque cette héroïne a été célébrée aussi bien par Aragon que par Brasillach et revendiquée tant par la Gauche que par la Droite.

Page 4 sur 29

Dossier réalisé par l'ASAF

Décembre 2020

Site : www.asafrance.fr

Il est également urgent de mettre fin à ces stupides crises de repentance relatives à la colonisation française. Elles sont autant le fait d'idéologues que d'ignorants. De même que prononcer le nom « d'Algérie » avant 1830 est un non-sens, parler de la colonisation comme « *un crime contre l'humanité* » occulte tous les éléments de civilisation qu'elle a apportés. Soyons bien persuadés que l'empaquetage d'un monument aussi emblématique de notre Histoire la plus douloureuse et glorieuse ainsi que la repentance malade, dont font preuve certains de nos dirigeants, s'inscrivent dans une logique visant à déstabiliser et fragiliser la population. Elle contribue ainsi à affaiblir l'armée sans même devoir l'affronter. Il y a donc là un « désarmement à distance » très dangereux.

Il est enfin plus que jamais indispensable que les comportements et les actes de ceux qui aspirent aux hautes responsabilités soient cohérents avec leurs déclarations et professions de foi, faute de quoi les Français perdront toute confiance en une classe politique dont la légitimité et la crédibilité sont aujourd'hui de plus en plus contestées.

C'est dans cet esprit que l'ASAF s'est engagée depuis une dizaine d'années dans un double combat :

- celui d'exiger que la France consacre à son armée, *ultima ratio* en cas de crise aiguë et de conflit, les ressources nécessaires pour lui permettre de remplir sa mission. Il faut donc expliquer aux Français les menaces et les efforts à consentir mais aussi amener l'exécutif et les parlementaires qui votent le budget à « sanctuariser » celui de cet instrument central de notre souveraineté plutôt que de privilégier le financement de projets électoralement plus rentables à court terme ;

- celui de contribuer à rassembler les Français en dénonçant le processus de déconstruction de notre Nation, en développant l'appropriation par le plus grand nombre de Français des valeurs qui font aujourd'hui la force de nos armées - esprit de sacrifice, courage, détermination - mais aussi en plaçant le bien commun au-dessus des intérêts particuliers, en exprimant notre fierté d'appartenir à un pays au passé glorieux et au potentiel extraordinaire, et enfin en recherchant dans tous les domaines l'excellence, d'autant que la France y est condamnée pour être fidèle à sa vocation.

Compte tenu du nombre croissant de ses sympathisants, l'ASAF peut et doit rapidement compter plus de 10 000 adhérents-militants. Ne restons pas isolés, atomisés et impuissants. Il y a urgence. Devenons une force capable de défendre nos intérêts stratégiques, d'exiger des moyens suffisants pour disposer de capacités cohérentes tant avec notre ambition que contre les menaces auxquelles nous sommes exposés, et enfin de préparer de futurs responsables, enthousiastes et désintéressés, animés du seul souci de servir une communauté nationale forte, sereine, rayonnante et influente.

La RÉDACTION de L'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

LETTRE ASAF - 03/20

« Liberté individuelle et indépendance nationale »

La pandémie du coronavirus fait prendre conscience aux Français de la dépendance de leur pays dans de nombreux secteurs. La « mondialisation heureuse » n'était, jusqu'à présent, remise en question que pour des raisons de réchauffement climatique.

Depuis des années, les entreprises délocalisaient pour rester compétitives et maintenir leurs profits. Mais depuis quelques semaines, elles prennent conscience des risques d'une trop grande dépendance de l'étranger.

Dans la même logique, les Français, dits individualistes, pressent le gouvernement de donner des directives pour les rassurer, les protéger et anticiper les risques à venir. Ils découvrent que l'homme, seul, ne peut rien. La liberté individuelle ne peut exister qu'au sein d'une communauté organisée et puissante, c'est-à-dire soudée.

La Nation et les Français

Deux millions de Français vivent hors de l'Hexagone sans parler des touristes qui partent en vacances à l'étranger. Nous avons tous en mémoire ces deux compatriotes « en vadrouille » au Bénin pour la liberté desquels deux membres des forces spéciales sont récemment morts. De nombreuses interventions militaires ont été lancées en Afrique pour « extraire » des Français menacés. L'exemple le plus emblématique reste l'opération *Léopard* sur Kolwezi, en 1978, qui a permis de sauver près de 2 000 Européens et plusieurs centaines d'Africains pris en otage et dont le massacre avait commencé. Ces « miraculés » ont mesuré très concrètement ce que représentait la France.

Aujourd'hui, notre pays a rapatrié plusieurs centaines de ses ressortissants vivant en Chine. Ils ont été accueillis et ont bénéficié d'un suivi médical bien supérieur à celui dont ils auraient pu bénéficier dans les « hôpitaux 10 jours » de Wuhan. Ainsi, quand nos expatriés sont en danger, ils mesurent très vite la chance qu'ils ont d'être les ressortissants d'un pays indépendant et puissant qui accepte de risquer la vie de ses soldats et de ses médecins pour les sauver.

L'État et les entreprises

Cette crise du coronavirus illustre aussi notre dépendance à l'égard de nombre de produits stratégiques. Elle nous a ainsi révélé que plus de 80 % des molécules importantes nécessaires à l'industrie pharmaceutique conçues en Occident et, en particulier en France, sont fabriquées en Chine et en Inde.

Dans le domaine militaire, cette dépendance technologique est d'autant plus inquiétante qu'elle est de nature à remettre en question les capacités de dissuasion et d'action de nos systèmes d'armes les plus puissants. Nous connaissions déjà celle vis-à-vis des États-Unis pour le maintien en condition des catapultes du porte-avions *Charles de Gaulle*, pour le recueil des renseignements au Sahel à partir des drones *Reaper*, qui nous appartiennent mais dont la mise en œuvre complète nous échappe, et aussi, depuis la vente d'*Alstom Énergie*, pour les turbines des réacteurs des sous-marins à propulsion nucléaire, qu'ils soient lanceurs d'engins ou

d'attaque ! Chaque jour, dans ce domaine, des pépites françaises sont menacées de rachat conduisant notre pays à risquer de perdre la maîtrise de la chaîne de production d'équipements de haute technologie, au point d'être vulnérable aux chantages et embargos, ou interdit d'exportation de matériels y compris par des pays alliés.

Notons que, déjà, toutes les armes individuelles de nos soldats - fusils d'assaut et de précision, pistolets - sont d'origine étrangère : allemande, belge et autrichienne. Aussi nos armées doivent reconstituer leurs capacités et notre industrie doit renforcer la maîtrise de la fabrication de nos armes. Cela concerne en priorité les matériels majeurs : sous-marins et frégates, avions de chasse et drones, missiles et blindés avec leurs milliers de sous-ensembles et de composants, sans oublier les nombreux moyens de renseignement et de transmission.

Fragilités et cohésion

Nos sociétés sont devenues plus fragiles et présentent des vulnérabilités accrues en raison de l'urbanisation. Ces concentrations humaines, devenues les poumons économiques des nations, sont très dépendantes des réseaux d'eau, d'énergie, de transport, faciles à neutraliser. De plus, les points d'entrée sur le territoire sont nombreux. Outre les frontières terrestres et maritimes, ce sont les ports et aéroports dont le volume de trafic ne cesse de croître.

Des mouvements de relocalisation d'usines s'opèrent car le coût de la main-d'œuvre comme celui du transport (générateur de carbone taxable) augmentent vite dans les pays en développement et l'impératif de réactivité et de qualité rend la sous-traitance moins attrayante dans certains secteurs. Il faut aller au-delà et retrouver la notion de communauté nationale fondée sur une prise de conscience d'un bien commun supérieur. La liberté individuelle n'est pas l'individualisme. La solidarité dans l'épreuve ne peut s'exercer qu'au profit de ceux qui acceptent de partager et servir la communauté à laquelle ils veulent appartenir. Elle seule est en mesure de leur procurer la sécurité et la protection.

Face à cette situation, la France veut-elle recouvrer son indépendance ?

Cela n'exclut pas les coopérations en priorité avec des pays européens. Le système satellitaire *Galileo*, réalisé à 27, qu'aucun pays n'aurait pu développer seul, permet au contraire à chacun d'entre eux de n'être plus dépendant du seul système *GPS* américain. Pour la France il est urgent de préserver et développer son excellence technologique, dans les grands projets européens particulièrement en matière de défense et dans le numérique. L'enjeu est le renforcement de notre autonomie stratégique tout en favorisant celle de l'Europe. Pour nos concitoyens, il convient de privilégier l'achat de produits conçus et fabriqués en France sous réserve qu'ils soient au meilleur niveau.

Cela représente un coût, mais c'est le prix de notre souveraineté. Comme le rappelle Jacqueline de Romilly à propos des Grecs : « *Être libre, était avant tout appartenir à une cité libre, c'est-à-dire indépendante* » (extrait de *La Grèce antique à la découverte de la liberté*. Coll. Bouquins 2019).

LA RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Page 7 sur 29

Dossier réalisé par l'ASAF

Décembre 2020

Site : www.asafrance.fr

LETTRE ASAF – 04/20

« Devoir d'état »

Devoir

Il y a bien longtemps que l'expression « *faire son devoir d'état* » n'est plus employée et ne s'en souviennent que ceux que l'on appelle aujourd'hui les « aînés » ou « seniors ». Elle était un leitmotiv dans les familles et à l'école des années 50-60 où l'on rappelait quotidiennement aux écoliers qu'il fallait travailler pour acquérir le métier de leur choix.

Depuis un mois, tous les soirs à 20 h, on honore les « soignants » mais, avec eux, tous ceux qui assurent les fonctions vitales de la Nation : fonctionnement des réseaux d'eau, d'électricité, approvisionnement en vivres de la population, ramassage des ordures,... bref, ceux qui accomplissent leur devoir d'état dans la discrétion et avec efficacité. Ce sont alors 2 minutes d'applaudissements pour remercier ces Français sans qui la Nation ne pourrait survivre. Ils font leur devoir, chacun dans son domaine, en prenant parfois des risques et découvrent l'importance de leur travail dans la vie du pays. Transparaissent chez eux le goût du travail bien fait et une certaine fierté à servir. Puissent les jeunes Français comprendre que la valeur d'un métier vaut d'abord par la qualité de la tâche accomplie avec conscience et exigence.

Citoyens

Toutes les périodes de crise réveillent le besoin de dévouement. Or chacun a reçu au moins un talent à sa naissance : bon sens, adresse, imagination, force physique, compétence... De là le besoin de le partager pour soulager, faciliter, satisfaire, améliorer. Face à une menace de mort, chacun découvre qu'il ne peut survivre seul et qu'il faut jouer en équipe. La société éprouve le besoin de se réorganiser pour se défendre, et à l'individualisme croissant d'hier se substitue un besoin d'agir collectif au sein d'une équipe qui s'appelle la France. La mise en commun des talents s'impose. On comprend ainsi mieux comment nos anciens ont pu supporter les innombrables épreuves et les terribles souffrances qu'ils affrontèrent au cours du XX^e siècle. À cet égard, les couturières retraitées, fabriquant des masques pour ceux qui travaillent, illustrent bien l'expression « *L'arrière soutient l'avant* ».

Chefs

Mais ce devoir d'état n'est pas l'apanage des seuls simples citoyens. Il s'adresse d'abord aux responsables, quels qu'ils soient, ceux qui exercent des responsabilités de commandement car comment ordonner, sans anticiper, comprendre et donner l'exemple ?

Anticiper

On l'exige d'un chef de famille qui doit équilibrer son budget, d'un agriculteur, d'un chef d'entreprise, ou du chef d'état-major des Armées pour garantir qu'il sera en mesure de remplir la mission correspondant au contrat opérationnel.

Il en va évidemment de même des gouvernants, chacun dans son domaine. Cela n'est possible que s'ils se sont préparés à assurer ces hautes responsabilités, car il n'est plus temps de découvrir son métier sur le tas, surtout en temps de crise. Il faut donc placer à ces postes des gens d'expérience qui ont fait déjà leurs preuves dans des circonstances difficiles et non des stagiaires ou des intérimaires !

Comprendre et ordonner

Il est d'autant plus difficile d'apprécier une situation qu'elle est complexe et qu'elle présente un caractère de gravité exceptionnel avec des milliers de vies en jeu.

Rappelons-nous l'empereur Napoléon qui, au milieu de ses troupes, parcourt le champ de bataille, observe le terrain, identifie le dispositif et les mouvements de l'ennemi. Il comprend vite la situation et décide de la manœuvre à effectuer. Il donne alors des ordres simples, clairs et brefs qui sont exécutés immédiatement.

Servi par une intelligence exceptionnelle, il rend tout cela possible par une préparation minutieuse et par un travail acharné effectué les jours précédents. Avant d'engager ses forces qu'il connaît parfaitement, il coordonne leur mise en place au bon endroit sur un terrain dont il a identifié les points clefs et au moment décisif en disposant toujours d'une réserve pour faire face à l'imprévu.

« *La guerre est un art simple tout d'exécution* ». À méditer !

La confiance

Aucun chef ne peut commander durablement sans la confiance et celle-ci se construit au quotidien, dès le premier jour de sa prise de fonction. Elle repose d'abord sur un comportement personnel et professionnel irréprochable, cohérent avec la fonction exercée et les responsabilités assumées. Elle ne peut s'épanouir que si l'ambition affichée comme les actions engagées servent exclusivement les intérêts supérieurs du pays ainsi que le bien commun et jamais les intérêts personnels.

Cela paraît une évidence et pourtant comment ne pas voir, aujourd'hui comme hier, des calculs malhonnêtes et des attitudes scandaleuses, qui discréditent tant de responsables pour avoir confondu leur intérêt personnel avec le service de la Nation dont ils avaient la charge. L'abnégation dont le chef fait preuve, ressentie par ceux qu'il commande, nourrit la confiance jusqu'au dévouement et parfois jusqu'au sacrifice de celui qui lui obéit.

La prise en compte du devoir d'état, par tous et à tous les niveaux de responsabilité, est indispensable au moment où les menaces, non seulement virales mais aussi terroristes et économiques, s'accumulent. C'est grâce à elle que la Nation arrivera à renforcer sa souveraineté et sa cohésion, à condition qu'elle ne baisse pas la garde dans le domaine de sa seule assurance-vie, la Défense.

LA RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

LETTRE ASAF – 05/20

« Regard de mai »

Soutien

Tous les jours à 20 h, un grand nombre de Français expriment leur reconnaissance à ceux qui se battent contre la Covid-19. D'innombrables bénévoles, mais aussi des artistes et des sportifs s'engagent, des cagnottes se multiplient pour financer notamment l'achat de tissu destiné à la fabrication de masques et de sur blouses pour les soignants, des réseaux s'organisent pour livrer des repas aux personnes âgées. Bref, la Nation ne mobilise et fait face. Soyons donc fiers d'être Français !

Récemment, deux aviateurs sont morts en service commandé, dans un accident d'hélicoptère au cours d'un entraînement indispensable au maintien du niveau opérationnel de nos forces. Quelques jours plus tard, ce sont deux légionnaires qui tombaient pour la France dans le Sahel lors d'un accrochage au cours d'une opération lancée contre les groupes islamistes qui sèment la terreur au Mali, au Niger et au Burkina Faso.

Pour eux, un communiqué laconique de quelques secondes à la télévision, entre deux reportages sur la Covid-19. Aucune explication sur cette opération, aucun reportage sur cette guerre complexe qui dure depuis 7 ans n'ont été donnés, aucun militaire n'a témoigné comme le font les chefs de service de grands hôpitaux qui répondent quotidiennement, avec une patience infinie, aux questions des journalistes.

Aucune démonstration de soutien à nos forces armées, comparable à ce qui se fait et se dit quotidiennement à propos de nos personnels soignants, aucun rapprochement évoqué entre ces Français « au front » bien que, dans les deux cas, il s'agisse d'hommes et de femmes, soignants comme soldats, qui font face à un adversaire et le combattent au péril de leur vie. Ils remplissent les uns comme les autres leur devoir d'état. En « *tenue de service* », les uns comme les autres font honneur à la France.

Indiscipline

Ces deux « guerres », l'une médiatisée et l'autre trop souvent oubliée, qu'il faut mener simultanément, ne peuvent être gagnées sans des moyens suffisants accordés tant à l'Armée et aux formations militaires qu'à la santé et aux hôpitaux. Mais que vaudraient ces moyens sans le soutien total et constant de la Nation qui n'est possible que par sa cohésion inébranlable et une volonté inflexible de ses responsables ?

Les soignants font preuve nécessairement d'une rigueur et d'une discipline toutes militaires. Mais qu'en est-il du comportement de certains de nos compatriotes ? Faut-il rappeler inlassablement que la négligence, l'indiscipline, voire la désobéissance volontaire d'une

minorité d'entre eux aux consignes données et aux règles sanitaires de bon sens, peuvent réduire à néant les effets bénéfiques des efforts consentis par le plus grand nombre.

Ces actes d'indiscipline ne devraient-ils pas être sanctionnés d'autant plus lourdement qu'ils sont de nature à relancer la circulation du virus, donc à prolonger les efforts intenses des soignants mais surtout à condamner, parfois à la mort, certaines personnes atteintes de graves pathologies et dont les opérations ont été retardées ? Ce comportement égoïste nie une réalité pourtant indiscutable : le droit individuel n'est et ne peut être que le fruit des devoirs consentis par chacun envers la collectivité. Refuser de faire son devoir implique aussi de refuser les soins médicaux !

Défiance

On rétorquera, à juste titre, que les mesures préparatoires élémentaires qui auraient dû être prises dès les premiers indices de l'épidémie parvenus en France début janvier ne l'ont pas été immédiatement. Il s'agissait notamment de vérifier les plans sanitaires, la présence (ou l'absence) de stocks (de masques par exemple), de répertorier les industries nationales susceptibles d'être réquisitionnées, de mettre sur pied un état-major de crise et de déployer un dispositif de contrôle rigoureux aux frontières...

Ces négligences et lacunes ont entraîné une perte de confiance des citoyens envers la classe politique. La communication officielle contradictoire, voire mensongère de la part de certains responsables, a discrédité les autorités et ravivé la politisation de la crise au point de conduire certains Français à douter des consignes de confinement, à les contester voire à les contourner, et certaines organisations à s'opposer à la réouverture d'usines ou d'écoles.

Ne pas subir

Après 2 mois de confinement la situation économique est extrêmement dégradée, d'autant que la reprise, progressive, s'annonce difficile. La dette, qui s'élève déjà à 2 300 Md€, s'accroît et se trouve maintenant sur la pente des 3 000 Md€, soit de 130 % du PIB. N'espérons pas retrouver en fin d'année un niveau de vie comparable à celui que nous avons avant le confinement. Chacun va devoir faire des efforts très importants pendant plusieurs années pour le retrouver. Il faut le dire clairement.

Notre pays va devoir se recentrer et renforcer son autonomie industrielle, alimentaire, énergétique et technologique. L'État doit se réorganiser pour renforcer ses capacités dans les fonctions régaliennes garantissant son indépendance stratégique, la protection de sa population et la survie de la Nation. Il faut le faire avec beaucoup de détermination, c'est un impératif !

La situation est certes moins catastrophique qu'après la 2^e Guerre mondiale au cours de laquelle nous avons eu à déplorer 600 000 morts, notre pays avait été occupé et pillé pendant 5 ans et de nombreuses infrastructures détruites. Nous ne pourrions cependant nous redresser et gagner que par une claire prise de conscience de la nécessité d'un effort collectif et de sacrifices dans la durée.

Mais comment retrouver l'envie de vaincre ? Où sont les chefs qui, loin des propos démagogiques, auront avant tout le goût de servir l'intérêt supérieur de la France et le bien commun des Français ?

LA RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

LETTRE ASAF – 06/20

« Après la première bataille »

Après l'attaque surprise du virus en début d'année et la bataille sanitaire qui a suivi, voici maintenant la bataille économique et financière, conséquence directe de la précédente et des décisions prises pour y faire face. Cette bataille promet d'être longue et aux conséquences durables.

En fait il ne s'agit pas d'une simple crise mais d'une guerre longue, ponctuée de combats intenses. Mais n'est-ce pas le destin des peuples de devoir se battre pour survivre et se rassembler pour vaincre ? Une chose est certaine : le salut de notre pays ne passera pas par la division des Français !

Nous ne pourrons redresser la situation économique et repartir vers des objectifs qui doivent être ambitieux qu'en analysant froidement la situation après cette première bataille, en définissant une stratégie simple avec des objectifs clairement identifiés et expliqués et en s'appuyant sur l'ensemble des Français qui devront continuer à faire preuve de courage et d'ingéniosité, de cohésion et de persévérance.

Le préalable de la confiance

Il n'y aura pas de véritable redémarrage sans la confiance des Français en ceux qui ont exercé des responsabilités depuis 6 mois dans cette crise. Les erreurs et les fautes commises avant et durant la préparation et la conduite de cette première bataille devront être clairement et rapidement identifiées et reconnues. Il faut que soit établi un bilan sans concession mais sans démagogie, ni règlement de comptes ou calcul politicien pour épurer le passé, sanctionner les médiocres et les négligents, récompenser et honorer les meilleurs afin d'entamer la deuxième bataille sur des bases solides.

Le principe de responsabilité est d'autant plus fondamental à appliquer avec rigueur, que les Français, dans leur écrasante majorité, ont obéi aux consignes gouvernementales et se sont pliés aux contraintes imposées par le confinement. Si les multiples interrogations (sur les masques, les tests, ...) ne reçoivent pas très vite des réponses claires et argumentées, comment peut-on alors imaginer que les Français s'engageront à fond dans la reconstruction économique et financière de notre pays ?

L'armée au cœur de la Nation

Dans cette bataille sanitaire, les armées ont été engagées au mieux avec des moyens réduits d'autant plus que leurs ressources financières ont été continûment diminuées durant près de 40 ans et ce jusqu'à 2016. Comme l'a rappelé devant la commission du Sénat la directrice du service de Santé des Armées (SSA), celui-ci « *a répondu présent à hauteur de ses moyens, lesquels ne sont pas, et n'ont jamais été conçus pour répondre à des problématiques de santé publique à l'échelle de notre pays : la SSA a pour raison d'être le soutien des armées et la satisfaction du contrat opérationnel* ».

Les aéronefs des armées de l’Air et de Terre, les porte-hélicoptères de la Marine et les unités spécialisées de l’armée de Terre - notamment de décontamination - ont apporté, dans l’urgence, les capacités et expertises manquantes dans le cadre de l’opération *Résilience*. Mais simultanément, les armées devaient elles-mêmes lutter contre la Covid-19 et prendre des dispositions pour continuer à assurer les missions qu’elles sont seules à pouvoir mener : dissuasion nucléaire, renseignement stratégique, sécurité de l’espace aérien et des approches maritimes, opérations extérieures (au Sahel et au Moyen-Orient) et intérieures (*Harpie* en Guyane et *Sentinelle*).

Enfin, elles devaient continuer à recruter, former, entraîner afin que les forces engagées soient au meilleur niveau opérationnel et que les contraintes du confinement n’induisent pas des pertes accrues en raison d’une préparation opérationnelle insuffisante.

L’armée et l’industrie de Défense dans la bataille économique

Le premier enseignement de la crise est le constat d’une dépendance excessive de notre pays à certains produits à caractère stratégique fabriqués à l’étranger. Plusieurs faits avaient alerté nos responsables : rupture d’approvisionnement de médicaments importants, interdiction de pouvoir exporter certains de nos matériels militaires en raison de la présence de composants provenant d’Allemagne ou des États-Unis...

Pourtant, et même si l’armement individuel petit calibre est maintenant d’origine étrangère (fusil d’assaut allemand, fusil de précision belge), l’essentiel de nos systèmes d’armes est conçu et fabriqué en France. L’industrie de Défense représente 200 000 emplois directs et indirects. C’est une industrie de haute technologie articulée autour de grands groupes leaders européens ou mondiaux, irriguant des milliers de PME très spécialisées sur des niches d’excellence. Cette industrie s’appuie sur la commande publique financée essentiellement par le budget équipement des armées (plus de 15 Md€/an) dont les postes les plus importants se situent dans les secteurs aéronautique et spatial, naval, nucléaire, télécommunication et informatique.

Alors que la Défense, qui est au cœur du « régalién », souhaite, depuis quelques années, renforcer l’autonomie stratégique de la France, comment ne pas s’opposer à ceux qui seraient tentés de revenir sur les choix de la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 ? Il serait plus pertinent d’accélérer, de compléter, voire d’accroître l’équipement de nos forces aujourd’hui pour renforcer nos créneaux d’excellence et nos exportations, mais aussi pour innover dans des technologies qui sont souvent duales comme le sont à cet égard le nucléaire et le spatial où la France est encore le leader européen.

Les défis à relever dans cette deuxième bataille sont considérables et requièrent l’engagement de tous les Français. Il revient plus que jamais aux dirigeants politiques de montrer l’exemple du désintéressement personnel et d’agir dans le sens du seul service de l’intérêt général.

LA RÉDACTION de l’ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

LETTRE ASAF – 07/20

« Restaurer l'autorité : urgence absolue »

La cérémonie du 14 juillet 2020 s'est limitée à une prise d'armes et à un mini défilé autour de l'obélisque, place de la Concorde. Souhaitons que cette décision n'ait pas été prise, comme nous pouvons le craindre par les temps qui courent, avec une arrière-pensée idéologique... Nous n'en aurons la certitude que l'an prochain.

Les Champs-Élysées, qui furent le théâtre de nombreuses manifestations toutes plus violentes les unes que les autres au cours des mois passés, n'auront donc pas vu cette année l'armée présenter aux Français, mais aussi aux journalistes étrangers, le visage d'une jeunesse au service de la France, prête à défendre sa liberté, garantir son indépendance et se sacrifier, le cas échéant pour sauver ses concitoyens. Pas de droit de retrait pour elle, mais un seul but qui est aussi son engagement : remplir les missions confiées. C'est l'honneur de l'armée, c'est aussi l'honneur de la France et celui partagé par le plus grand nombre de Français.

Les forces de sécurité intérieure contestées

En effet les innombrables manifestations, qui ont ponctué l'actualité, ne rassemblent le plus souvent que très peu de personnes. Pour les participants, il ne s'agit d'ailleurs dans la plupart des cas que de rechercher l'affrontement direct, au contact, avec les forces de l'ordre, de les insulter, puis de les provoquer en lançant boulons, pavés, bouteilles incendiaires (qui sont des armes de guerre !), en cassant le mobilier urbain et en pillant les vitrines éventrées des magasins. Le passage en boucle, pendant des heures, de ces scènes de violence, qui révèlent un pouvoir impuissant devant ces déchaînements au cœur de la capitale sur son avenue la plus prestigieuse, est non seulement intolérable pour nombre de Français mais décrédibilise notre pays sur le plan international, sans parler des conséquences économiques désastreuses à court et moyen termes. Les forces de sécurité ne doivent pas constituer un défouloir pour les marginaux et les voyous. Elles sont là pour faire respecter la loi et la règle de la légitime défense doit s'appliquer. Il ne s'agit donc plus pour le chef de l'État, les ministres et les préfets de condamner verbalement toujours et encore ces violences intolérables mais de sanctionner sans faiblesse les coupables de ces troubles et de refuser tout laxisme et démagogie. Restaurer la confiance en ceux qui nous gouvernent, indispensable à l'action collective, passe par une fermeté dissuasive. Dans un tel contexte de laisser faire, ne soyons pas surpris qu'un délinquant multirécidiviste, sans permis de conduire, refuse d'obtempérer aux forces de sécurité malgré le déploiement d'une herse et écrase un gendarme. Que faudra-t-il de plus pour que ces dernières ouvrent le feu face à de tels comportements ?

La population désorientée et fragmentée

Une partie de notre jeunesse considère qu'elle n'appartient pas à la Nation française. Mais lui a-t-on appris ce qu'elle est, ce qu'on lui doit et ce qu'ont fait pour elle les générations passées ? La France est un héritage qu'il nous appartient de recueillir et d'embellir.

Si de nombreux jeunes, y compris d'origine étrangère, servent la France dans nos armées avec courage, discipline et quelquefois au prix du sang, comment accepter que d'autres la dénigrent ? Faut-il compter pour citoyens français ceux qui haïssent la France et insultent les Français, d'hier et d'aujourd'hui ?

Leur a-t-on dit que le pays qui a accueilli leurs parents ou eux-mêmes doit être aimé au point de le défendre même au prix de leur vie ? L'Éducation nationale ? Mais quand on regarde les programmes et les manuels scolaires, il n'y a en fait rien d'étonnant car une idéologie de déconstruction y est à l'œuvre depuis des décennies.

Peut-on mobiliser les Français pour relever les défis d'aujourd'hui sans mettre hors d'état de nuire ces marginaux, violents et qui sèment la terreur sous toutes ses formes et dans toutes les occasions ?

L'intégrité territoriale entamée

Nul n'est besoin d'être responsable politique pour connaître « *les territoires perdus de la République* », « *les zones de non-droit* » et les ravages de l'islamisme et du communautarisme. Les Français en parlent maintenant ouvertement après des décennies d'omerta. Seuls quelques politiques veulent encore l'ignorer car rien n'est plus difficile pour eux que de reconnaître une réalité qui s'oppose à leur idéologie.

Mais ce silence coupable met aujourd'hui en cause l'unité et l'intégrité du pays dans la mesure où les lois de la République ne s'appliquent plus sur l'ensemble du territoire. C'est l'intégrité territoriale qui est non seulement menacée et contestée mais entamée.

On se trouve, malgré les discours lénifiants de nombreux médias politiquement corrects, face à des séparatismes de quartier, de canton, de département. Est-ce acceptable ? Rappelons que l'armée a pour mission « *d'assurer la défense et l'intégrité du territoire ainsi que la protection de la population* ».

D'ailleurs, un soldat peut-il continuer à se battre à l'étranger alors que les complices ou collaborateurs de ses ennemis vivent et agissent en toute impunité sur le territoire national ?

Les Français ne veulent plus de discours d'eau tiède moralisateurs. Ils veulent moins de paroles et plus d'actes d'une très grande rigueur vis-à-vis des violents, casseurs et hors-la-loi. Ce n'est qu'à ce prix que la confiance, appelée de tous leurs vœux par les responsables politiques, reviendra. La confiance et avec elle la fierté que les Français éprouvent au fond de leur cœur d'être descendants des Francs, peuple d'hommes libres, d'être héritiers de 15 siècles d'histoire, de culture et de travail, mais aussi d'honneur et de sacrifice.

La RÉDACTION
www.asafrance.fr

NB

L'ASAF vient de réaliser le premier clip d'une série consacrée à des héros français d'hier et d'aujourd'hui. Ce sont des Français qui veulent servir la France.

Il s'agit du portrait du médecin capitaine Valérie ANDRE, chirurgien et pilote d'hélicoptère sanitaire durant la guerre d'Indochine (durée 5')

Vous pouvez le visionner sur le site www.asafrance.fr et le faire le connaître à vos amis et aux jeunes de votre entourage.

[Retour au sommaire](#)

LETTRE ASAF – 08/20

« Incohérences d'été »

La reprise de l'épidémie de la Covid-19 et la canicule constituent depuis un mois l'essentiel de l'actualité télévisée en France. Il est vrai qu'il est plus simple de réaliser un micro-trottoir sur la température ressentie que d'analyser les problèmes nationaux et internationaux ainsi que la cohérence des solutions à apporter.

Armées : actions et dissuasion

Au Sahel, la pandémie n'autorise pas de pause dans l'effort de lutte contre les terroristes ; au contraire, les missions opérationnelles s'accroissent. Elles ne durent pas 2 mois comme le confinement, mais 4 mois d'efforts intenses dans la steppe africaine desséchée par la chaleur de l'été. Les masques chirurgicaux que nous devons porter semblent bien peu contraignants au regard des 10 kg que pèsent le casque et le gilet pare-balles de nos soldats. Et, là-bas, point d'applaudissements le soir à 20 h, ni de participation au défilé le 14 juillet pour recueillir les remerciements de la Nation. En outre, ces missions extérieures n'ont pas empêché les armées d'assurer une bonne partie de la logistique et de la protection des dépôts de matériels sanitaires sensibles nécessaires aux hôpitaux et aux médecins. Enfin, le niveau des missions permanentes, de dissuasion et de sûreté, a été maintenu compte tenu du contexte international.

Mais comment nos troupes peuvent-elles espérer vaincre définitivement les groupes de terroristes islamistes au Sahel si ceux-ci sont renforcés par les forces résiduelles de Daech vaincues en Syrie mais recyclées, soutenues et engagées en Libye par les Turcs ? Il est probable que les Français n'accepteront pas de continuer à combattre et à mourir en Afrique si la France ne se montre pas inflexible face à la Turquie, quels que soient les appels à la modération des États-Unis. Elle se doit de dissuader fermement Ankara d'envoyer des forces en Libye qui accroissent la menace islamiste sur la Tunisie et les pays du Sahel.

La sécurité n'a pas de prix ?

Une jeune gendarme a été tuée il y a quelques semaines en tentant d'arrêter un conducteur délinquant qui passait en force un barrage routier. Il y a quelques jours, le conducteur d'un poids lourd prend la fuite à la suite d'un contrôle routier positif. Après avoir percuté un véhicule de la Gendarmerie, il est neutralisé par le feu par un gendarme. Ce dernier, laissé libre, est néanmoins mis en examen pour homicide involontaire...

Face à la recrudescence de ce type de comportement éminemment dangereux, les forces de sécurité intérieure se doivent de réagir vigoureusement et la justice doit sanctionner lourdement ces crimes et délits. Les citoyens ne comprendraient pas que les policiers et les gendarmes n'utilisent pas, si la situation l'impose, les armes dont ils sont dotés pour faire respecter la loi et assurer la sécurité dans l'espace public.

15 août 1944 : mémoire et fierté

À partir du 15 août 1944 plus de 260 000 soldats français de l'armée B, qui deviendra la 1^{ère} armée, débarquent en Provence aux ordres du général de Lattre de Tassigny. Ce sont des Français libres évadés de France, des soldats des troupes coloniales venant d'Afrique subsaharienne, mais surtout ceux de « l'armée d'Afrique » dont les unités nord-africaines, très majoritaires, comptent plus de 80 000 Européens « pieds noirs » aux côtés de 130 000 Algériens et Marocains. Ces troupes de toutes origines, aguerries pour certaines en Italie où elles avaient largement contribué au succès des Alliés, se couvrirent de gloire lors de la libération du territoire. Elles furent d'ailleurs complétées par des dizaines de milliers de résistants tout au long de leur progression à travers la France.

Mais dans cette armée française, point de « racialisme », de dénonciation du colonialisme, ni de repentance chez les Européens. Tous n'avaient qu'un seul but en tête : libérer la mère-patrie, la France. Tous avaient le sentiment de se battre pour une cause commune. Rien de semblable avec les comportements et les propos anti-français de certains immigrés qui se prévalent de la même origine. Ceux-ci n'ont pas leur place en France.

Ambition stratégique au petit pied

Parmi les 27 de l'Union européenne, la France est le seul pays à souhaiter une Défense européenne indépendante permettant à notre continent de s'affranchir de la tutelle américaine. Rien de surprenant !

Sait-on que la France, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, a créé, en 3 ans et alors que le pays était à reconstruire et que la guerre d'Indochine débutait, les organismes permettant de développer les bases de son autonomie stratégique dans des domaines clefs du nucléaire et du spatial[1] ? Les projets aussitôt lancés ont débouché 20 ans plus tard sur la force nucléaire de dissuasion et le lancement du premier satellite français.

Leur succès donne à la France une place éminente dans le monde au regard de la taille de sa population. Mais on est en droit de se demander quelles sont aujourd'hui nos ambitions dans les domaines clefs de l'intelligence artificielle, de la 5G et de la cybersécurité ? Quelles peuvent être les coopérations dans ces domaines et avec quels pays, sachant que rien de sérieux ne se fera rapidement à 27 ? Or c'est par une volonté inflexible et des efforts constants dans ces domaines essentiels qu'avec quelques nations nous éviterons d'être dépendants de la Chine ou des États-Unis.

Mais à l'heure où nos dirigeants prônent l'autonomie stratégique, ils s'avèrent incapables de préserver, face aux prédateurs étrangers, des pépites technologiques françaises telles que *Photonis* (vision nocturne), *Souriau* (interconnexion), *Aubert & Duval* (aciers très hautes performances et superalliages) pour ne se limiter qu'aux dossiers récents. On peut alors douter d'une volonté nationale de développer une véritable autonomie stratégique grâce à des coopérations européennes.

Il est plus que temps de mettre de la cohérence entre notre réflexion stratégique, les déclarations politiques et les actions sur le terrain. La confiance envers la classe politique est au plus bas. La cote d'alerte est atteinte !

[1] Le commissariat à l'énergie atomique créé en octobre 1945, le laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques de Vernon en mai 1946 et le centre d'essais d'engins spéciaux de Colomb-Béchar en avril 1947.

[Retour au sommaire](#)

LETTRE ASAF – 09/20

« La France face aux périls »

Les leçons de l'Histoire

En cet été 2020, comment ne pas penser à celui brûlant de 1940, au cours duquel, durant 6 semaines s'affrontèrent soldats français et allemands dans des combats souvent héroïques et meurtriers. Ceux-ci prirent fin le 22 juin à la signature de l'armistice. Ainsi, en moins de 2 mois, la France dépecée en 5 zones aux statuts divers - annexée, occupées, rattachée, interdite - disparaissait de la carte du monde... Seul un lambeau de son territoire portait le nom de zone libre mais demeurait en fait sous contrôle nazi.

Il faudra 5 années de souffrances, de combats ininterrompus et de sacrifices quotidiens (600 000 morts, dont 100 000 soldats en 1940) pour que la France se redresse et se forge, avec l'appui de ses alliés, une nouvelle et puissante armée qui lui permette de retrouver la liberté et la dignité par le chemin de la victoire.

En deux décennies, la France auréolée de gloire par sa victoire de 1918, en était réduite à la servitude après l'effondrement de 1940. Son armée, en 1918 la plus puissante et la plus moderne du monde équipée de 2 000 chars et 4 000 avions, avait été réduite à l'armée croupion de l'Armistice. Cette période durant laquelle notre pays fut submergé et faillit disparaître hante encore les Français qui croient en la France.

La cohésion de la Nation menacée

Notre devoir nous commande de regarder les réalités en face sans *a priori* ni filtre idéologique. Les violents attentats de 2015 ont révélé brutalement aux Français la présence, sur notre territoire, d'un ennemi terroriste islamiste et totalitaire, solidement implanté, structuré et actif, soutenu par une forte minorité de sympathisants étrangers ou français souvent d'origine étrangère.

Loin d'être assimilés dans la Nation comme le furent antérieurement les populations immigrées d'origine européenne, ces groupes portent en eux la haine de la France et des Français, entretenue par les relents mortifères de la repentance. Ils prospèrent grâce au développement d'un communautarisme non seulement islamiste mais aussi ethnique, culturel et racial. Ces minorités activistes participent à la déstructuration de la Nation et la transforment progressivement en une mosaïque de quartiers échappant à la loi et dont l'activité est généralement souterraine et opaque. Ces pratiques sont souvent encouragées ou aidées par des partis politiques pour des raisons stupidement électoralistes de court terme. Cette façon de faire n'est pas sans rappeler la politique américaine qui consista un temps à soutenir les terroristes islamistes pour lutter contre les Soviétiques en Afghanistan. Quelques années plus tard, ce fut le 11 septembre !

Ce processus de décomposition nationale risque de conduire la France et d'autres pays européens à une forme de libanisation dont nous voyons dans ce pays les effets dévastateurs depuis plus d'un demi-siècle. Corruption, implosion, explosions, destructions, liquéfaction

entraînent en effet inexorablement l'ancienne « Suisse du Proche-Orient » à la disparition et à devenir une chasse gardée tenue d'une main de fer.

Restaurer la cohésion de la Nation pour retrouver le goût de bâtir ensemble, inculquer à tous le sens de l'intérêt général et rappeler que les droits ne sont jamais que les fruits des devoirs au premier chef desquels figure celui de défendre son pays, sont des impératifs absolus faute de quoi le premier des droits, celui à la liberté, n'existera plus.

Des capacités militaires encore insuffisantes

Pour autant, sans épée forte, quel est le poids de la France pour imposer le silence des armes à celui qui s'en prend à ses intérêts ou à ceux qu'elle s'est engagée à protéger ? Les rapports de force constituent toujours la base des relations internationales.

Après plus de 40 ans de réduction continue de notre effort financier dans le domaine de la Défense, nos capacités militaires actuelles sont aujourd'hui trop limitées. Elles ne nous permettent de faire face qu'à des menaces de basse intensité ou à des crises ponctuelles et limitées à l'Afrique subsaharienne. Le conflit du Sahel, qui dure depuis plus de 7 ans et qui se déroule sur un terrain de 5 millions de km² dans des conditions d'emploi très exigeantes, nécessite des moyens militaires dont nous manquons et que nous devons solliciter auprès de nos alliés (avions ravitailleurs, drones, hélicoptères lourds et avions très gros porteurs du type AN124).

Mais face à un ennemi qui agirait selon des modes d'action classiques, soutenu par une population mobilisée et avec des forces équipées de matériels conventionnels, modernes et nombreux comme la plupart des pays bordant la Méditerranée, nous ne disposerions pas des capacités suffisantes, tant en unités de combat qu'en moyens logistiques, pour mener une guerre de haute intensité de quelques mois. Le nombre de nos matériels majeurs en ligne (aéronefs, blindés, bâtiments de la Marine) comme nos stocks de munitions sont calculés au plus juste, nos unités de réserve squelettiques sont insuffisamment entraînées ; de plus notre service de Santé ne peut probablement pas faire face en cas de pertes sévères tant il a eu ses moyens amputés. L'épidémie de la Covid-19 l'a révélé aux Français.

Bref, grâce à la bonne qualité de nos forces et à leur expérience, nous pouvons répondre à des crises mais nous ne sommes pas prêts pour la guerre. Il faut rattraper au plus vite notre retard et le pays, malgré la Covid, doit le savoir.

En 1990, après la chute de l'Union soviétique, un Premier ministre d'alors a déclaré que l'on pouvait tirer les dividendes de la paix. Nous sommes aujourd'hui désarmés face aux menaces à venir comme nous l'étions en 1938, 20 ans après la victoire sur les Empires centraux. Les leçons de l'Histoire ne doivent pas être oubliées !

La RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

LETTRE ASAF – 10/20

« La victimisation, l'autre virus qui frappe la France »

Alors que de nombreux pays européens prennent des mesures pour freiner la diffusion de la Covid-19, la France semble atteinte depuis quelques années par un autre virus : celui de la victimisation. Sournois, il se propage dans toutes les couches de la société sous l'action de super contamineurs. Ce virus attaque insidieusement les défenses de la Nation en faisant douter les Français d'eux-mêmes jusqu'à la repentance, voire la soumission. Il se transmet essentiellement par les médias sous la forme de dérives sémantiques, d'accusations anachroniques et de revendications infondées.

Héros

Un jardin de Paris porte dorénavant le nom du colonel Beltrame. Le libellé de la plaque commémorative comporte des mots surprenants : « *victime de son héroïsme* ». Non, le colonel Beltrame n'est pas une victime mais bien un héros. Il a rempli sa mission jusqu'au sacrifice de sa vie comme seuls les héros savent le faire. Ce n'est pas son héroïsme qui l'a tué mais un terroriste islamiste que le texte de cette plaque ne désigne pas. Cette inscription portant une telle omission est-elle l'acte délibéré d'un complice ou d'un idiot ? Pourquoi ne pas avoir précisé l'idéologie totalitaire qui a guidé le geste du meurtrier ?

La mémoire du colonel Beltrame appartient à la France. Il est mort en France et pour la France, en luttant en l'occurrence au corps-à-corps contre le même ennemi que celui qu'affrontent nos soldats au Sahel. Pourquoi ne s'est-il pas vu attribuer le titre de « Mort pour la France » ? Honteux !

Mais son geste à Trèbes est gravé à jamais dans le livre d'or de l'héroïsme français. Il participe à la grandeur de notre patrie et suscite l'admiration de nos compatriotes.

Victimes

Depuis les attentats de 2015, le président Hollande a décidé d'attribuer une médaille aux « victimes du terrorisme ». Sur la poitrine des récipiendaires, elle se place juste après celles des deux ordres nationaux mais avant celles de la Valeur militaire et de la médaille pour actes de courage et de dévouement, c'est-à-dire des décorations qui récompensent des gestes volontaires et exemplaires et, assez souvent, héroïques. Pourquoi ? L'explication qui en est donnée est ubuesque : simplement parce que cette décoration est attribuée au nom du président de la République et non du ministre des Armées ou de l'Intérieur comme les deux autres. Le pire est peut-être que cette situation, incompréhensible et aisément modifiable, perdure malgré des demandes réitérées d'associations et notamment de l'ASAF.

Hors-la-loi

Puisque le statut de victime est placé si haut de nos jours en France, il n'est pas étonnant alors que les médias s'intéressent souvent davantage aux victimes qu'aux héros. Il est vrai que, de plus en plus souvent, le voyou ou le hors-la-loi, blessé au cours d'un contrôle ou d'une

arrestation par la Police ou la Gendarmerie, se présente comme une victime cherchant à gommer le crime ou le délit qu'il vient de commettre, désignant ainsi les membres des forces de sécurité qui l'ont neutralisé comme des agresseurs. Cette inversion des rôles est proprement stupéfiante et nombre de médias rentrent complaisamment dans ce jeu dangereux de la confusion.

Otage

Faut-il que le président de la République et le ministre des Affaires étrangères aient beaucoup à gagner sur le plan médiatique pour se déplacer et accueillir madame Pétronin de retour du Mali. Détenue pendant quatre ans dans des conditions convenables selon ses propres déclarations, elle souhaite retourner au Mali. Si nous sommes heureux pour son fils qui s'est démené pour sa libération, notre septuagénaire voilée descendant allègrement la passerelle du *Falcon* à Villacoublay n'est en rien une victime suscitant une quelconque compassion.

Suite aux propos tenus par madame Pétronin, le Président a choisi de ne pas parler pour ne pas rentrer dans le jeu très ambigu de cette Franco-suisse atteinte au dernier degré du syndrome de Stockholm. La France a-t-elle pu être écartée des négociations entre les autorités politiques maliennes et certains groupes rebelles ? Nul ne le sait ; mais à quel prix les 200 djihadistes libérés par les autorités maliennes seront-ils à nouveau mis hors d'état de nuire par les soldats français ? Là est la vraie question.

On doit aussi s'interroger sur le silence de cette otage au sujet des soldats français qui combattent, souffrent et meurent depuis huit ans dans cette région pour éliminer ceux qu'elle refuse d'appeler les terroristes islamistes : ces hommes qui ne connaissent que l'égorgeement, la prise d'otages et les massacres aveugles de civils désarmés au Sahel comme en France et qu'elle qualifie de « *soldats luttant pour leur liberté* ». Notre pays doit-il laisser la nationalité française à cette Franco-suisse qui souhaite retourner au Mali, alors que la France y est toujours en guerre contre ceux dont elle dit comprendre la lutte ?

Pseudo victimes

Enfin, quelques Français ou Africains vivant en France, appartenant à ce qu'il est convenu d'appeler les minorités visibles, affirment être indirectement des victimes de la colonisation et de l'esclavage et s'estiment donc en droit de demander des réparations à la France. Mais en quoi ces hommes et femmes sont-ils des victimes, eux qui vivent dans un pays si généreux dont ils ont tout reçu ?

Pourquoi ces hommes et ces femmes ne s'identifient-ils pas plutôt à leurs ancêtres qui se sont battus souvent avec héroïsme pour la France pendant les deux guerres mondiales ? Veulent-ils vraiment épouser la France et devenir Français ?

Un virus mortel

Face à cette pollution mortelle, nous devons réagir. Il faut mener une guerre non seulement contre les terroristes islamistes mais aussi s'opposer à cette menace sournoise qui ronge nos convictions, déstabilise nos références et fragilise notre cohésion. Face à cette guerre psychologique et subversive mêlant désinformation, provocations et menaces qui nous est

déclarée, il faut faire face vigoureusement et ensemble, sous peine de voir notre pays, dont les fondations sont sapées quotidiennement, s'effondrer brutalement.

La RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

LETTRE ASAF – 11/20

« Chaque citoyen est un combattant »

Avec la crise économique et financière qu'engendre la Covid, le terrorisme qui frappe, l'impuissance stratégique de l'Europe et les ambitions croissantes de certaines puissances, la France vit une période difficile qui risque de durer et probablement durcir. Il ne s'agit pas de jouer les oiseaux de mauvais augure mais de regarder les réalités en face. Dire les choses telles qu'elles sont suscite parfois des critiques, mais permet de libérer les énergies, de tendre les volontés, de susciter le dépassement de soi et d'exiger la discipline. Encore faut-il que le but soit clair et que les chefs montrent l'exemple. Aujourd'hui le temps n'est plus aux discours filandreux mais aux propos clairs et brefs, à la mobilisation et à l'engagement de tous.

Pourquoi agir ?

Aucune victoire dans la guerre contre l'islamisme ou dans la lutte contre la Covid ne sera acquise sans l'engagement déterminé de chaque Français. S'il faut naturellement des chefs clairvoyants et courageux, une armée, des forces de sécurité et un service de santé efficaces, l'adhésion et le soutien de toute la Nation sont indispensables, car chacun d'entre nous porte une part de son destin. Chacun doit donc prendre conscience de la situation et savoir ce qu'il peut et doit faire, dans l'action collective, pour servir au mieux le bien commun et rejeter les intérêts personnels, catégoriels ou communautaristes.

Les Grecs nous ont appris que l'indépendance de la Nation est la première condition de la liberté individuelle. Cette liberté est fille de la victoire sur ce qui peut nous asservir politiquement, économiquement ou religieusement. La condition pour rester libres individuellement est d'abord de combattre collectivement et, dans ces combats où la France est engagée, il importe que tous les citoyens se réarment moralement et agissent localement.

Agir face au virus

Chacun d'entre nous a le devoir d'appliquer rigoureusement les mesures d'hygiène de base inlassablement répétées depuis des mois, pour au moins une raison : si un attentat important se déroulait à nouveau, pourrions-nous accueillir dans les services d'urgence les dizaines voire les centaines de blessés gravement atteints alors que nos hôpitaux sont à flux tendu ? Il conviendrait déjà de retrouver dès à présent des capacités en réserve de réanimation. Cela dépend uniquement de l'application stricte, par chacun de nous, de ce qu'il est convenu d'appeler les gestes barrières. C'est simple, peu onéreux et efficace.

S'armer contre la désinformation

Les moyens de communication massifs et non contrôlés facilitent la guerre informationnelle capable de déstabiliser, endoctriner voire terroriser la population. Cette action psychologique via les médias vise à miner notre volonté de résistance. Simultanément, la plupart des *mass*

media répandent l'idéologie de la déconstruction et de la repentance renforçant l'action de nos ennemis et agissant ainsi comme de véritables collaborateurs de ce nouveau totalitarisme. Il faut donc prendre conscience de cette action subversive et sensibiliser notre entourage à cette réalité peu perceptible mais mortifère qui s'attaque insidieusement à la volonté de combattre de chacun d'entre nous. Il nous faut être vigilants : la vérification de la source des informations et de leur crédibilité doit être systématique. Cela passe par un enrichissement permanent de notre culture générale par la lecture et la visite de sites fiables.

Lutter contre le défaitisme et le neutralisme, le doute et la démission, et renforcer nos forces morales, notre volonté de combattre et de vaincre comme ont su si bien le faire nos aïeux durant les deux guerres mondiales, est le premier acte de résistance. Ils se sont battus pour nous laisser un pays libre ; à notre tour de faire front et vaincre pour laisser en héritage à nos enfants un pays toujours libre et prospère.

Combattre par le renseignement

De même que les armées combattent les islamistes à l'extérieur du territoire national et les forces de sécurité sur le sol métropolitain, les services de renseignement - DGSE et DGSI - mènent des actions « *de renseignement et d'entrave* » en amont pour réduire les risques d'attentats. En effet, la recherche de renseignement est un élément clef du succès dans cette guerre ; tous les citoyens ont dans ce domaine un rôle important à jouer en ayant « *le réflexe de signalement*. *Chacun doit se sentir acteur dans la lutte antiterroriste* ».

Là où nous sommes - quartier, village, zone pavillonnaire -, il ne s'agit pas de jouer à *James Bond*, mais de relever les comportements inhabituels et autres indices suspects susceptibles d'orienter la recherche de renseignements plus précis par les services spécialisés. C'est à la portée de chacun de faire preuve de vigilance en regardant avec plus d'attention quand il sort dans la rue. « *Observer et rendre compte* » aujourd'hui au numéro vert de la DGSI, qui figure sur internet, est un acte de combat. En agissant ainsi, chacun participe directement à la défense de la cité, c'est-à-dire de la France. Ce civisme opérationnel, qui s'appuie sur un réarmement moral, constitue un véritable soutien aux formations militaires et policières. En tenue civile, chaque citoyen doit être un combattant ; il s'agit là d'un véritable service national.

S'engager avec l'ASAF

L'ASAF, association indépendante, contribue au réarmement moral des citoyens. Elle place le service des intérêts supérieurs du pays au cœur de son action. Elle doit se développer pour participer plus efficacement à l'action civique opérationnelle conformément à sa finalité de soutien à l'armée et aux forces de sécurité. Grâce à vous, elle doit renforcer son maillage local en suscitant l'adhésion massive de tous nos compatriotes - civils, réservistes, anciens militaires, volontaires - qui veulent agir et servir la France.

La RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

LETTRE ASAF – 12/20

« Anticiper la montée des menaces »

Lors des récentes auditions devant les commissions de la Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat, les quatre chefs d'état-major ont insisté sur l'absolue nécessité de disposer des ressources prévues dans la loi de programmation militaire (LPM 2019-2025). Ils ont rappelé que, non seulement il était urgent de remplacer nos matériels vieillissants, mais aussi de durcir les moyens et l'entraînement de nos forces, de donner de « l'épaisseur » à nos armées, ainsi que de développer des capacités nouvelles notamment dans les domaines cyber et spatial.

Des propos d'alerte stratégique bien peu médiatisés

Les comptes rendus de ces auditions constituent une mine d'informations et il est consternant de voir que les préoccupations des grands responsables militaires demeurent quasiment confidentielles tandis que des chroniqueurs abordent les questions de Défense sans avoir la moindre compétence.

Quel média du service public a interviewé, à une heure de grande écoute, ces généraux qui engagent la vie de 250 000 Français dans des opérations complexes, de jour comme de nuit, 365 jours par an sur toute la surface du globe ? Qui leur demande comment sont utilisés les 35 milliards d'euros du budget de la Défense ? Combien de journalistes s'inquiètent des insuffisances de nos armées et dans quels domaines ?

La ministre des Armées a reconnu celles du service de santé des Armées au regard de ses effectifs et des besoins à couvrir tant en Métropole et en Outre-mer qu'en opération. Personne ne cherche à savoir comment les armées, malgré la crise de la Covid, s'entraînent et remplissent leurs missions de défense de l'espace aérien, des approches maritimes et du territoire.

Durcir les moyens et l'entraînement

Nos armées sont engagées depuis des décennies dans des opérations dites asymétriques, au cours desquelles elles ont notamment la maîtrise du ciel qui permet à nos drones, avions et hélicoptères d'utiliser l'espace aérien librement. Mais qu'en serait-il si l'ennemi disposait de missiles antiaériens ?

Durcir nos moyens signifie remplacer les moyens anciens, peu blindés ni armés, par des engins plus récents, disposant de blindages composites et équipés de détecteur de visée ou de missile. Mais c'est aussi augmenter leur « épaisseur opérationnelle », car, aujourd'hui, l'armée de Terre n'aligne que 250 chars et 120 canons, la Marine 5 sous-marins nucléaires d'attaque et 13 frégates multi-missions, enfin l'armée de l'Air et de l'Espace ne dispose que de 3 avions ravitailleurs récents et ne comptera en 2025 que 125 *Rafale*....

Dans le cadre de l'opération *Barkhane* au Sahel, sur 5 millions de km², nous ne déployons qu'une vingtaine d'hélicoptères. Nos moyens sont « échantillonnaires ». Or nous savons, depuis au moins un siècle, qu'une armée engagée dans un conflit conventionnel perd très vite

beaucoup de matériels. Quant aux stocks de munitions, la situation est sans doute encore plus critique.

Durcir aussi l'entraînement, surtout dans une armée de métier, c'est d'abord sélectionner des cadres selon des critères physiques, intellectuels et de personnalité exigeants. Tous les candidats sélectionnés doivent répondre aux mêmes critères. En ce temps de parité, plus question d'accepter des barèmes physiques différents selon le sexe, ni de passe-droit pour cause de discrimination positive. Notons enfin qu'un renforcement de l'entraînement individuel et collectif exige de disposer du potentiel correspondant pour les matériels. La simulation est utile pour l'instruction mais insuffisante pour l'entraînement. C'est dans l'effort et l'apprentissage du risque vécus que l'on développe la supériorité du combattant comme celle du groupe ; ce qui permettra de limiter les pertes au combat.

Développer de nouvelles capacités

Tandis que nous commençons à rattraper le retard accumulé depuis 1990 par le choix délibéré de l'exploitation des « *dividendes de la paix* », il nous est non seulement indispensable de remplacer les matériels obsolètes et d'augmenter le nombre de matériels nouveaux, mais nous devons aussi acquérir les capacités nécessaires pour combattre dans les nouveaux espaces.

Avec les ressources prévues en fin de LPM, nous devrions atteindre annuellement 2 % du PIB (avant Covid). En 1980, cette part était de 3 % et nous avons bien du mal à équiper et soutenir nos armées. Comment avec un budget de la Défense à 2 % du PIB (prévu en 2025) pourrions-nous espérer développer des moyens de cyberdéfense, de surveillance et de défense de l'Espace alors qu'en 1980, avec 3 % du PIB, nous n'avions pas à le faire ?

Notons que l'effort financier considérable consenti pour atténuer les effets du confinement et relancer l'économie ne profite guère aux armées alors que 1 € investi dans l'industrie de Défense rapporte entre 2 et 3 €, que nos industries de haute technologie sont implantées en France, que la « recherche et développement » est très souvent duale (civilo-militaire) et que nous avons 40 ans de sous-investissement à rattraper dans ce secteur !

Pourquoi ne pas investir dans la remontée en puissance de notre industrie d'armement et fabriquer en 5 ans ce qui était prévu en 10 ans ? Nous pourrions non seulement reprendre la maîtrise de certaines filières abandonnées à des firmes étrangères, renforcer notre armée plus rapidement, exporter davantage, mais aussi garder le contrôle des pépites industrielles à haute valeur stratégique qui sont convoitées par des pays étrangers, en particulier alliés, et reconstituer des stocks avec des munitions récentes.

Dans un monde qui présente certaines analogies avec les années 30, notre pays doit réinvestir dans sa Défense. Il lui faut se rassembler autour de son armée et adopter les vertus essentielles qu'elle pratique en vue du combat. La France, retrouvant sa fierté, peut redevenir une grande nation, forte et enracinée dans quinze siècles d'histoire en s'appuyant sur son goût de l'ouverture et de l'excellence. Nos armées, par leur diversité et leur valeur, illustrent bien cette vocation particulière de notre Patrie.

La RÉDACTION de l'ASAF

www.asafrance.fr

[Retour au sommaire](#)

Page 29 sur 29

Dossier réalisé par l'ASAF

Décembre 2020

Site : www.asafrance.fr